



Internationale socialiste des Femmes

Réunion du Conseil
Madrid, Espagne, 21-22 février 2024

Les femmes : présent et avenir du socialisme

RÉSOLUTION

Depuis que nous sommes entrées dans le XXI^e siècle, embrassant les avancées technologiques transformatrices qui l'ont accompagné, nous avons assisté à une montée encourageante des voix féminines dans le socialisme et les partis de gauche dans un paysage politique mondial en rapide évolution. Mais parallèlement, nous assistons à la montée dangereuse d'une nouvelle vague d'autoritarisme populiste alimentée par les médias et les réseaux sociaux. L'émergence de ce nouveau modèle d'autoritarisme, marqué par le nationalisme et les discours de haine qui divisent nos sociétés, représente une menace importante pour les droits et les libertés des femmes et a déjà conduit dans certains domaines à un renversement des progrès réalisés au fil des ans.

La famille mondiale de l'Internationale socialiste des Femmes se bat depuis 1907 pour développer des politiques et des mesures de protection pour les femmes et les filles dans le monde entier, et pour améliorer le statut des femmes en politique, garantissant ainsi la mise en œuvre de politiques fondamentales basées sur le genre dans toutes les régions et sur tous les continents. En tant que socialistes, nous avons continué à défendre des sociétés fondées sur les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité et de paix, tout en nous efforçant d'éliminer la faim, la pauvreté, les conflits et la guerre. En tant que femmes socialistes, nous avons recherché une plateforme pour aborder des questions telles que la représentation et l'égalité des sexes, les droits politiques, civils, sexuels et génésiques et la prévention de la violence à l'égard des femmes. Aujourd'hui, il est clair que les femmes ne se sont pas contentées de jouer un rôle clé dans le développement du socialisme et de son efficacité, souvent face à une grande adversité ; elles ont aussi créé un espace plus sûr pour les femmes et les filles, amélioré leurs opportunités et amplifié leur voix.

Aujourd'hui, davantage de femmes s'identifient avec la gauche et le socialisme ou le progressisme social qu'au cours des années précédentes, en particulier celles qui ont suivi des études supérieures, ce qui souligne l'importance cruciale de garantir aux filles, partout dans le monde, un accès sans entrave à l'éducation et aux nouvelles technologies. De récentes études ont montré que les partis de gauche et socialistes réussissent plus à augmenter la proportion de femmes dans les structures parlementaires et gouvernementales. En Europe, de nombreuses études ont révélé que la proportion de femmes députées au Parlement européen est plus élevée, que des femmes sont élues au Parlement par des partis socialistes et de gauche et qu'il y a souvent plus de femmes dans les partis dont la dirigeante est une femme. En Afrique et en Amérique latine, des études ont également montré que ce sont principalement les partis de gauche et socialistes qui appliquent des quotas de femmes.

Le XXI^e siècle a posé les bases d'une culture d'autonomisation des femmes, car elles sont au cœur des luttes mondiales pour les droits humains, contre le racisme, pour la protection des réfugiés et pour la sensibilisation au changement climatique. Ces dernières années, nos jeunes générations ont lancé des campagnes pour dénoncer les abus et le harcèlement au travail, et pour promouvoir la réduction des écarts entre les sexes dans les différentes sphères de nos sociétés, ce qui témoigne de l'enracinement des valeurs féministes sur la planète, comme ont pu le montrer le mouvement #MeToo ou les mouvements déployés par les femmes en Afrique et à travers le Moyen-Orient. En janvier 2017, notamment, en réponse à l'investiture du président Trump, on estime que pas moins de 5,5 millions de personnes ont participé à la marche des femmes aux États-Unis, soit environ 1,6 % de la population, ce qui en a fait la plus grande marche dans toute l'histoire des États-Unis. Ce jour-là, 673 marches ont été organisées dans le monde entier en signe de solidarité et pour mettre en lumière les nombreux cas de féminicides, d'enlèvements et de violences familiales dans le monde.

Bien entendu, nous saluons et célébrons cette remarquable autonomisation, mais il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'égalité des sexes, obtenir la parité hommes-femmes dans tous les postes décisionnels, à commencer par les gouvernements du monde entier, mettre fin à la violence contre les femmes et les filles, et protéger leur liberté et leurs droits humains. En 2023, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a averti que l'égalité des sexes était en train de « disparaître sous nos yeux » et qu'il faudrait jusqu'à 300 ans pour y parvenir. L'Internationale socialiste des Femmes rappelle que ce n'est qu'en travaillant sur un pied d'égalité que les hommes et les femmes peuvent créer un processus de prise de décision et un programme politique qui reflètent les intérêts, les droits et les besoins communs de tous. Pour parvenir à une telle égalité, qui exige courage et action, les dirigeants, et en particulier les dirigeants masculins, doivent s'affranchir de la misogynie dépassée et construire des gouvernements qui représentent pleinement les sociétés qu'ils servent. Il appartient aux partis membres de l'Internationale socialiste de faire le premier pas dans cette lutte en créant les conditions pour que davantage de femmes accèdent à plus de postes de pouvoir dans leurs organisations respectives, ainsi qu'en montant au front de la lutte féministe dans chaque pays.

En vertu de ce principe, les femmes doivent être considérées comme des égales sur le marché du travail. Le FMI a notamment démontré que l'abolition des lois discriminatoires et l'égalité des chances pour les femmes face au travail stimulent les économies nationales jusqu'à 35 %. De tels progrès sont absolument nécessaires pour contrer la grave crise du coût de la vie que nous connaissons actuellement.

Le populisme de droite et la rhétorique autoritaire ont progressé dans toutes les régions du monde et constituent une menace importante pour les femmes, en remettant en cause et en affaiblissant les droits sexuels et génésiques et l'égalité des sexes, tout en renforçant la discrimination sur le lieu de travail et la marginalisation des groupes minoritaires. Le rapport met également en évidence le déclin inquiétant de la démocratie et l'effondrement de la confiance dans les gouvernements nationaux et les institutions internationales.

Ces défis doivent redynamiser notre nouveau programme. Nous avons vu ce que nous pouvions réaliser et avons été témoins de nos capacités en action. Aujourd'hui, il est clair que les femmes et le socialisme sont inextricablement liés, ce qui renforce l'engagement en faveur de l'autonomisation des femmes, de la parité et de la paix. Les femmes de l'Internationale socialiste relèveront les nouveaux défis qui se présenteront à elles et nous sommes profondément fières d'être plus fortes aujourd'hui que jamais.

À l'occasion de son Conseil à Madrid les 21 et 22 février 2024, l'Internationale socialiste des femmes demande aux gouvernements et à la communauté internationale, aux ONG, aux organisations de base et à la famille mondiale de l'Internationale socialiste des Femmes :

- de s'engager à atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes à tous les niveaux et dans tous les secteurs.
 - de promouvoir et encourager l'intégration des femmes en politique et aux positions de pouvoir, les partis membres de l'Internationale socialiste devant faire le premier pas au sein de leurs organisations pour garantir ces espaces aux femmes, ainsi que la mise en œuvre de programmes, de cours et de formations afin que les femmes puissent accéder plus facilement aux institutions politiques et des affaires.
 - de veiller à ce qu'une législation soit mise en place pour garantir l'accès des filles à l'école et à l'enseignement supérieur afin qu'elles acquièrent les compétences nécessaires pour participer à la vie politique et économique.
 - d'interpeller les gouvernements qui n'ont pas mis en œuvre de quotas de genre dans leurs structures et leurs politiques publiques ; qui n'ont pas mis en œuvre de politiques de protection fortes pour prévenir la violence à l'égard des femmes ; appliquent des politiques régressives en matière de santé et de droits sexuels et génésiques, afin de les encourager à promouvoir des politiques favorables aux femmes.
-